

Italy (ratification: 1979)

Demande directe, 2000

La commission prend note des informations contenues dans le rapport du gouvernement et des commentaires communiqués par la Confédération des employeurs (CIDA), ainsi que de la réponse du gouvernement.

Article 2 de la convention. La commission note que, de l'avis de la CIDA, la multiplication incontrôlée des programmes et institutions a fait de la formation professionnelle un domaine particulièrement complexe et les apports de cette formation sont devenus difficiles à évaluer. Il en résulte que, toujours de l'avis de la CIDA, l'investissement du secteur privé dans le développement des ressources humaines a marqué un recul. Dans sa réponse, le gouvernement déclare être profondément attaché à la gestion de la formation professionnelle, dans laquelle il voit un atout pour la croissance de l'emploi et la compétitivité des entreprises. La commission souhaiterait être tenue informée des progrès obtenus sur le plan de l'amélioration de la coordination des programmes de formation professionnelle, de la facilité d'accès à la formation et de l'aide à l'évaluation de l'apport que représente cette formation pour les entreprises.

Articles 3 et 4. Comme suite à ses précédents commentaires, le gouvernement déclare avoir entrepris d'étendre la formation professionnelle aux adultes. La commission souhaiterait être tenue informée des progrès obtenus sur le plan de l'accès de toutes les catégories de travailleurs à la formation professionnelle et de l'instauration d'un apprentissage et d'une remise à niveau des connaissances tout au long de leur vie.

Article 5. La commission prend note avec intérêt du Pacte pour l'emploi et des expériences qui ont été entreprises en accord et en coopération avec les organisations d'employeurs et de travailleurs. Elle souhaiterait être tenue informée des autres formes de consultation et de coopération engagées avec les partenaires sociaux et du résultat de ces démarches. Elle souhaiterait également disposer de statistiques et d'autres éléments illustratifs des résultats du pacte et des expériences susvisées, comme prévu dans la *Partie VI du formulaire de rapport*.

The Committee notes the information contained in the Government's report, as well as the comments submitted by the Confederation of Employers (CIDA) and the Government's response.

Article 2 of the Convention. The Committee notes that in the view of CIDA, there has been an excessive proliferation of training programmes and institutions, training has become complicated, and the benefits of training have become difficult to assess. Consequently, in CIDA's view, there has been a decrease in human capital investment in the private sector. In reply, the Government states that it is highly committed to management training as it will have a positive effect on growth of employment and competitiveness. The Committee would appreciate receiving further information on progress made in improving the coordination of training programmes, the ease of access to training, and assistance to enterprises in assessing the value of training.

Articles 3 and 4. Further to previous comments, the Government states that it has undertaken extension of training to adults. The Committee would appreciate being kept informed of progress in making training available to all categories of workers and providing lifelong learning and retraining.

Article 5. The Committee notes with interest the Covenant on Work and the experiments that have been undertaken with the agreement and cooperation of employers' and workers' organizations. The Committee would appreciate being kept informed of other forms of consultation and cooperation undertaken with the social partners, and the outcome of these efforts. Please also provide statistical and other information on the outcome of the Covenant and the experiments, as requested under *Part VI of the report form*.